

Fin 1974, le P.C.F. a profité de la venue de Brejnev en France pour faire l'éloge de l'U.R.S.S. présenté comme un grand pays socialiste. Qu'en est-il exactement ?

Pour nous, révolutionnaires de l'U.C.F.M.L., un pays socialiste, c'est un pays où le peuple a le pouvoir, où les ouvriers et le peuple décident de la vie dans les usines (organisation du travail, salaires...), dans les quartiers, dans les campagnes comme en Chine et en Albanie socialistes. Un pays socialiste, c'est un pays où il n'y a pas de chômage, pas de vie chère, où la production est au service du peuple. Est-ce bien de cela qu'il s'agit en U.R.S.S. ? Voyons les faits.

L'ECONOMIE SOVIETIQUE : UNE ECONOMIE CAPITALISTE

● La recherche du profit avant tout

Depuis 1966 (23^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique — P.C.U.S.), les dirigeants soviétiques font appliquer le « nouveau système » économique, c'est-à-dire en fait l'abandon de la planification économique d'ensemble de l'Etat, les entreprises étant libres de décider de leurs plans de production et d'exploitation et recherchant le profit maximum. C'est la restauration du capitalisme : marché libre et libre concurrence capitaliste, tel est ce « nouveau système ». La recherche du profit est mise au premier plan par les dirigeants : pour favoriser la production, ils n'hésitent pas à recourir à des primes spéciales comme dans les entreprises des pays capitalistes. Les entreprises réglent leur production selon le cours du marché pour augmenter leurs chiffres d'affaires. Cette économie bourgeoise régle sur le profit et non sur les besoins du peuple entraîne de grandes difficultés d'approvisionnement et du gaspillage. Ainsi, certains produits pousse dans des stocks tandis que d'autres manquent. La plupart des produits ne cessent d'augmenter : par exemple, la farine, les cotonnades, les chaussures, etc. ont augmenté de 42 % entre 1959 et 1965 tandis que le salaire des ouvriers pour la même période ne progressait que de 18,9 %.

● Des canons plutôt que du beurre

Ce « nouveau système » économique empêche toute planification et les objectifs du dernier plan quinquennal ne sont pas atteints, notamment dans la production agricole et dans les industries de consommation. Au lieu de répondre aux besoins du peuple, l'économie soviétique est au service de la politique impérialiste des nouveaux dirigeants du Kremlin. Cela se traduit par la militarisation de l'économie, c'est-à-dire favoriser la production d'armements.

Mais la restauration du capitalisme en U.R.S.S., ce n'est pas seulement une économie qui va contre les intérêts du peuple ; c'est aussi une exploitation féroce du peuple soviétique.

● Dans les usines : féroce exploitation des travailleurs

Dans les usines, ce ne sont pas les travailleurs qui font la loi, mais les responsables qui décident de la marche de l'usine, des conditions de travail, des salaires... Donnons quelques exemples : les dirigeants soviétiques ont instauré à grand renfort de publicité le soi-disant système de « la semaine de cinq jours », prétendant que c'était « un grand pas vers le communisme ». Qui en est-il exactement ? Rien de bien différent de l'exploitation capitaliste que nous connaissons : dans les usines soviétiques où la semaine de cinq jours est appliquée, les ouvriers doivent accomplir le même nombre d'heures de travail dans l'année comme auparavant avec la semaine de six jours : les pauses pour le déjeuner et le repos ont été réduites, comme à l'usine de roulements à bille n° 15 de Volgograd où la pause de midi est passée d'une heure à vingt minutes. En fait, les dirigeants n'ont en vue que le profit maximum.

Les conditions de sécurité ? Dans les houillères par exemple, les règlements sur la sécurité ne sont pas appliqués par les dirigeants pour produire davantage au mépris de la santé des mineurs. Les cas de silicose et les accidents augmentent sans cesse parmi les ouvriers comme l'ont indiqués des mineurs des Houillères de Donetsk.

Les salaires ? Les différences de revenus entre les responsables et les ouvriers ne cessent de s'accroître : par exemple, dans deux sociétés de transport routier de Leningrad, le salaire de la main-d'œuvre a diminué de 9 % alors que celui des dirigeants augmentait dans le même temps de 40 %. En 1965, le président du kolchoze « Ouvriers du Bakou » touchait en moyenne 1 076 roubles par mois, le chef comptable 756, alors que les membres en touchaient à peine 38. En plus des gros salaires et des primes spéciales, les responsables d'entreprises jouissent de privilèges comme les patrons des pays capitalistes : ils ont droit à plusieurs appartements, villas, alors que les ouvriers sont mal logés et ont la vie difficile. Il existe des magasins réservés aux privilégiés où ceux-ci se procurent des produits de luxe, et tout cela sur le dos du peuple soviétique. Là-bas comme ici, c'est la vie de château pour une minorité d'exploiteurs et la misère pour la grande majorité du peuple.

● Même situation dans les campagnes

Cette situation d'oppression et d'exploitation du peuple est la même dans les campagnes où les responsables des kolchozes et des sovkhoses font usage de leurs pouvoirs et de leur influence pour se remplir les poches, voler le peuple et vivre en bourgeois. Ils considèrent le kolchoze comme leur propre domaine et fixent leurs propres salaires (souvent 15 à 20 fois supérieur à celui des simples membres).

● Production clandestine sur le dos du peuple soviétique

La restauration du capitalisme, c'est donc pour le peuple une exploitation féroce. Pour augmenter encore davantage leurs profits, certains dirigeants n'hésitent pas à spéculer et à organiser la production clandestine pour leur propre compte. Ces faits sont tellement nombreux que la presse soviétique elle-même ne peut plus tous les cacher. Ainsi un certain nombre de révélations ont été faites : l'existence d'ateliers clandestins à Leningrad, le détournement de matériaux de construction par le directeur d'un chantier à Tadjikistan, la production clandestine de soie artificielle et naturelle dans une usine de tissage de soie d'Uzbekistan, l'existence d'un atelier clandestin de bonneterie installé dans une fabrique de meubles de Kharkov par le directeur de cette entreprise, le vol de plus de 900 mètres à tisser par le directeur d'une usine de construction mécanique avec la complicité de fonctionnaires, etc.

Dans tous ces cas, ce sont quelques dirigeants haut-placés qui, souvent avec la complicité de fonctionnaires d'Etat ou de dirigeants d'autres entreprises, trafiquent la production, falsifient les chiffres (par exemple, diminuent le nombre réel d'ouvriers embauchés dans l'entreprise) et revendent une partie de la production non déclarée à d'autres, détournent les fonds, quitte à distribuer des pots-de-vin aux gens qui les protègent dans les organismes supérieurs. Certaines entreprises revendent même des machines-outils à tel point que furent organisés des marchés libres de moyens de production à Gorki et Sverdlovsk où l'on pouvait trouver des machines-outils, des grues, des générateurs... et même des locomotives et ceci au plus grand profit des dirigeants qui s'octroient de larges bénéfices par des systèmes de primes ou plus simplement en détournant directement les fonds.

● Comme dans les pays capitalistes, le chômage existe en U.R.S.S.

Quant au chômage dont on parle tant dans les pays capitalistes, les ouvriers et le peuple soviétiques le

L'U.R.S.S. : ETAT CAPITALISTE ET IMPERIALISTE

subissent aussi, car les dirigeants des entreprises soviétiques n'hésitent pas à licencier les ouvriers pour élever le taux de profit. A l'usine métallurgique « Krasnaïa Oktiabry », 730 ouvriers ont été licenciés pour réaliser davantage de profits. Certaines entreprises embauchent des intérimaires dont elles se débarrassent pendant la saison creuse, ce qui met en chômage un grand nombre d'ouvriers et provoque un va-et-vient de main-d'œuvre comme dans les pays capitalistes. Par exemple, en 1972, un ouvrier sur cinq a dû changer d'emploi en U.R.S.S., un sur cinq en Géorgie et même un sur deux en Abkhazie, la plupart se déplaçant à des milliers de kilomètres de leur région d'origine.

LA CULTURE ET L'ENSEIGNEMENT EN U.R.S.S. : GLORIFIER LES IDEES BOURGEOISES

Sur le plan de la culture, les dirigeants soviétiques parlent de « culture du peuple tout entier » : cela veut dire en fait, pour eux, qu'il n'y a plus d'un côté les idées bourgeoises et de l'autre les idées prolétariennes, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de lutte de classe selon eux. La réalité est bien différente ! Les révisionnistes soviétiques développent les idées bourgeoises qu'ils font passer pour les idées de tous et non d'une classe : ainsi, ils éditent le roman réactionnaire « Le docteur Jivago » de Boris Pasternak, roman qui calomnie la grande Révolution d'Octobre. De même, au lieu de glorifier l'héroïque résistance du peuple soviétique contre l'agression fasciste, les écrivains révisionnistes essaient de démontrer que

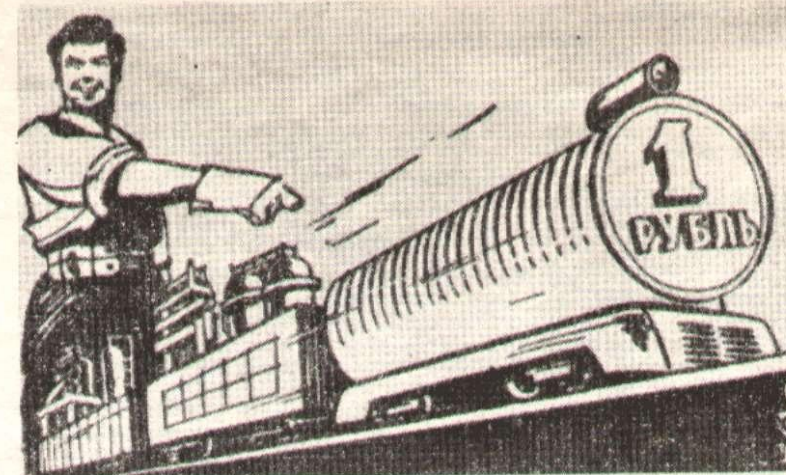
langue et culture propre : Ukrainiens, Moldaviens, Lettons, Évenkis, Khandis, Karéliens, Veps, Mordviniens, etc.

Quelle est la politique des dirigeants soviétiques vis-à-vis de ces nombreuses minorités nationales ? Tiennent-ils compte des distinctions nationales, favorisent-ils l'apprentissage et le développement des langues non russes ? Absolument pas ! Au lieu de respecter le caractère propre des différentes minorités nationales, les dirigeants soviétiques oppriment ces minorités pour les intégrer de force dans la « nation russe », trahissant la politique léniniste sur les nationalités et reprenant à leur compte l'attitude des tsars vis-à-vis des minorités nationales : langue russe obligatoire, déplacements massifs de population pour briser toute unité de minorité nationale, etc.

Face à cette oppression nationale, la population de toutes les nationalités se lève et résiste : manifestations pendant deux jours en Lituanie en 1972, grèves et manifestations de masse la même année à Dniepropetrovsk et Dniepropetrovsk en Ukraine, en 1973 à l'usine de Vitebsk en Biélorussie, etc.

L'ETAT DU « PEUPLE TOUT ENTIER », C'EST EN FAIT L'ETAT DES NOUVEAUX BOURGEOIS

Un pays où le peuple est exploité et opprimé de cette façon, où les idées bourgeoises remplacent les idées révolutionnaires n'est pas un pays socialiste. Et pourtant, qu'osent affirmer les dirigeants soviétiques ? Que, chez eux, il n'y a plus lutte des classes !



Affiche de propagande publiée dans la presse soviétique. La locomotive porte comme inscription « Un rouble ». L'affiche inculque au peuple soviétique cette idée : « l'argent est la locomotive qui entraîne tout le reste ».

« le plus important, c'est de soulever sa peau ! » et font l'éloge des lâches et des traîtres. De plus, sur les écrans soviétiques, les films bourgeois occidentaux sont l'objet d'une large diffusion.

Dans l'enseignement, les dirigeants soviétiques appliquent les principes bourgeois que nous dénonçons ici dans la lutte contre l'école bourgeoise. Ils renforcent la division entre travail intellectuel et travail manuel : ils écrivent des manuels soi-disant marxistes-léninistes qui en fait, déforment, révisent le marxisme. Ils mettent au premier plan l'intérêt individuel. Faire des études, cela ne veut pas dire étudier pour être au service du peuple, mais pour rechercher le renom personnel, « devenir une personnalité ». Ensuite, les salaires seront fonction des diplômes. Les bourses d'étude sont attribuées en fonction des notes.

REPRESSION DES MINORITES NATIONALES EN U.R.S.S.

En U.R.S.S., existe un grand nombre de minorités nationales possédant une

ce donc que l'exploitation des ouvriers dans les usines soviétiques sinon l'expression de la lutte des classes ? Qu'est-ce donc que les manifestations de 1972 à Dniepropetrovsk en Ukraine où les ouvriers ont bloqué le comité régional du Parti et ont revendiqué l'amélioration de leurs conditions de vie sinon la lutte du peuple soviétique contre ses exploitateurs ? Qu'est-ce donc que les grèves de février 1973 où les ouvriers d'une usine de Biélorussie ont revendiqué des augmentations de salaires ? Qu'est-ce donc que les trafics de marchandises, les vols sur la production, les spéculations sur les produits que la presse soviétique elle-même n'a pu cacher, qu'est-ce donc sinon les agissements d'éléments bourgeois qui exploitent le peuple ?

Que veut dire alors qu'il n'y a pas lutte des classes en U.R.S.S., que l'Etat est celui « du peuple tout entier » sinon que le pouvoir est revenu aux mains de la bourgeoisie qui se cache sous les termes trompeurs de « peuple tout entier ». MAIS LE PEUPLE SOVIETIQUE SE LEVE ET FINIRA PAR BALAYER LES NOUVEAUX BOURGEOIS QUI ONT PRIS LE POUVOIR !

LE P.C.U.S. : UN NOUVEAU PARTI BOURGEOIS

L'abandon de la dictature du prolétariat, c'est en fait la restauration du capitalisme, c'est-à-dire la dictature d'une couche privilégiée de la bourgeoisie soviétique. L'abandon de la dictature du prolétariat, c'est aussi l'abandon du caractère prolétarien du Parti communiste d'Union soviétique (P.C.U.S.). Le P.C.U.S. est présenté par les révisionnistes soviétiques comme le « parti du peuple tout entier ». En clair, cela signifie que le P.C.U.S. ne serait plus, conformément à la théorie marxiste, un instrument de la lutte des classes (comme tout parti politique qui représente les intérêts d'une classe), mais serait au-dessus des classes, ne représenterait plus les intérêts du prolétariat. La vérité, c'est que le P.C.U.S. est toujours un instrument de la lutte des classes, mais sous l'emprise de la nouvelle bourgeoisie soviétique et non du prolétariat.

Depuis l'avènement de Krouchtchev, puis avec Brejnev, Kossyguine et autres, plus de 70 % des membres du Comité central du P.C.U.S. élus en 1952 (au 19^e congrès) ont été écartés. Les dirigeants révisionnistes actuels placent à tous les échelons des éléments bourgeois sous prétexte par exemple que « l'économie est plus importante que la politique ». Ils placent des experts économiques, des spécialistes des intellectuels bourgeois pour remplacer les anciens cadres d'origine ouvrière et populaire. Les vrais communistes qui refusent cet état de choses sont arrêtés, emprisonnés, persécutés, ou enfermés dans des « asiles d'aliénés ». Le Comité central du P.C.U.S. lui-même a avoué que de 1963 à 1965, 100 000 membres ont été exclus, et pour l'année 1966, plus de 62 800.

LE REVISIONNISME AU POUVOIR, C'EST LA BOURGEOISIE AU POUVOIR !

Brandissant l'étendard de Lénine pour faire passer leur faux marxisme, leur vrai révisionnisme, Krouchtchev et les nouveaux éléments bourgeois soviétiques ont donc installé leur pouvoir contre les masses populaires. Puis Brejnev a remplacé Krouchtchev parce que ce dernier était tellement critiqué par les masses soviétiques que la nouvelle bourgeoisie soviétique a été obligée de le remplacer. Brejnev, c'est la suite directe du coup d'Etat contre-révolutionnaire de Krouchtchev. Avec la clique Brejnev, on passe du révisionnisme au social-impérialisme.

Nous avons vu qui a le pouvoir en U.R.S.S. aujourd'hui : une nouvelle

grad, etc. en signe de protestation. A plusieurs reprises ils sont intervenus sur le territoire chinois. Pendant la conférence sur le droit des mers à l'O.N.U. en juin et juillet 1974, l'Union soviétique a tout fait avec l'impérialisme américain pour empêcher les pays du tiers monde de sauvegarder leurs droits sur les mers et leurs ressources maritimes. Actuellement, ils prônent le désarmement et signent des accords bideaux avec les U.S.A. alors qu'ils consacrent 40 % de leur budget à l'armement et que la flotte soviétique envahit toutes les mers.

● Brigandage au nom du « marxisme »

Tous ces faits sont justifiés par les dirigeants soviétiques au moyen de théories soi-disant marxistes : ainsi leur théorie de la « division internationale du travail » selon laquelle chaque pays doit produire et fabriquer certains produits en accord avec d'autres pays : en fait en accord avec l'U.R.S.S. qui décide de la production de ces pays qu'elle prétend « aider ». Au lieu de mettre en avant le principe socialiste : « COMPTER SUR SES PROPRES FORCES », les révisionnistes soviétiques disent : « Comptez sur nous » et on peut ajouter : pour exploiter et piller mieux que quiconque les richesses des pays du monde.

L'Union soviétique utilise l'Asie, l'Afrique et l'Amérique comme réservoir de matières premières à bon marché ou comme usines auxiliaires de transformation. De même, les pays de l'Est qui sont sous sa dépendance sont obligés de produire des pièces de machines pour l'Union soviétique qui, elle, montre les machines et les revend au prix fort dans les pays de l'Est.

● Présence militaire au nom du marxisme

Pour justifier leur présence militaire sur toutes les mers du globe, les sociaux-impérialistes soviétiques affirment qu'il est de leur devoir d'être « partout où l'intérêt de la sécurité de notre pays l'exige ». C'est toujours au nom de l'intérêt de leur pays que les impérialistes de toutes sortes interviennent dans d'autres pays. En fait les sociaux-impérialistes soviétiques n'ont d'autre but que l'agression et l'expansion par tous les moyens. Le social-impérialisme soviétique est fauteur de guerre : derrière le soi-disant « détente » ou les « intentions de paix » ou encore leur propagande sur le « désarmement », les révisionnistes soviétiques ne cessent d'accroître et de perfectionner leurs armes : nucléaires et autres et y consacrent une part de plus en plus importante de leur budget. Alors pourquoi tout ce ver-

biage sinon pour rivaliser avec l'impérialisme américain pour la domination du monde ?

LES PEUPLES DU MONDE BALAIERONT LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE

Le social-impérialisme soviétique voit se dresser les peuples contre lui : d'abord le peuple soviétique, ensuite, les peuples du monde qui déjouent ses manœuvres et les dénoncent comme à la conférence sur le droit des mers ou encore à la conférence pour le développement industriel (O.N.U.D.I.).

Au Cambodge, la victoire des forces armées de libération contre le régime Lon Nol est un violent coup porté contre l'impérialisme américain qui avait porté Lon Nol au pouvoir, mais aussi contre le social-impérialisme soviétique. Les dirigeants soviétiques avaient reconnu le régime fachoche de Lon Nol et conservaient jusqu'à ces dernières semaines des ambassadeurs de Lon Nol à Moscou. Les forces armées de libération en comptant sur leurs propres forces ont montré qu'elles n'avaient nul besoin du faux soutien d'es sociaux-impérialistes soviétiques pour vaincre.

Aujourd'hui, le social-impérialisme soviétique, comme l'impérialisme américain, représente un grand danger pour les pays et peuples d'Europe.

Le P.C.F. cherche à endormir notre méfiance en laissant croire que l'U.R.S.S. est un ami des peuples d'Europe, un ami du peuple de France alors qu'il n'en est rien ! En fait, le P.C.F. rêve de prendre le pouvoir en France. Ces nouveaux bourgeois du P.C.F. prétendent préparer le socialisme avec leur camelote de « démocratie avancée », et si un jour ils sont aux commandes de l'Etat bourgeois, ils se mettront à la remorque du social-impérialisme soviétique pour tenter de sauver l'impérialisme français.

Le social-impérialisme se démasquera chaque jour davantage aux yeux des peuples du monde et tous ceux qui le soutiennent et le présentent comme un ami des peuples du monde alors qu'il en est un ennemi mortel, seront démasqués à leur tour.

LE PEUPLE SOVIETIQUE EST UN GRAND PEUPLE !

VIVE SA LUTTE CONTRE LES NOUVEAUX TSARS : BREJNEV ET Co !

NON, LES MENSONGES DES FAUX COMMUNISTES DU P.C.F. NE PASSEONT PAS !

A BAS LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE !

VIVENT LA CHINE ET L'ALBANIE SOCIALISTES !



Le peuple tchécoslovaque attaque les chars russes à coups de pavés.